

condamner moi-même, je persisterai à croire que le Fisc canadien a la vue courte. La raison donnée à Monsieur Bonnemant n'est pas nouvelle, et c'est cette raison qui nous a valu l'émigration aux Etats-Unis. Je conçois les embarras du Fisc, les difficultés qu'il lui faut surmonter; mais d'un autre côté, en taxant certains produits exemptés de droits, l'augmentation de consommation produite par l'augmentation de population que nous vaudra l'industrie, produirait ce me semble une compensation suffisante; et l'exemple le prouve surabondamment: les Etats-Unis ont prospéré en protégeant leur industrie, et cela, tout en diminuant la dette, contractée par leur guerre civile, de 100 millions par an, sans compter les intérêts.

Nous avons perdu pour le Fisc, en comprenant mal ses intérêts, 750,000 consommateurs, qui font le profit de la République américaine, sans compter l'immigration étrangère, que notre système force à passer en Canada en transit.

Nous faisons, depuis quelques années, de grands efforts pour attirer l'immigration européenne et le succès a été loin d'être en proportion de nos efforts et de nos sacrifices, parce que ces efforts n'ont pas été faits dans des conditions avantageuses. Notre population émigrant faute d'emploi, faute d'industrie, il fallait premièrement encourager notre industrie par une protection efficace et nos efforts auraient été couronnés de succès, le courant d'immigration se serait établi de lui-même, par l'évidence des avantages que nous aurions eu à offrir. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, après le tarif protecteur de 1824, l'immigration qui, en 1823 et les années précédentes, était d'une moyenne de 6,000 âmes par année, atteignait en 1832 le chiffre de 60,000, et a atteint maintenant, grâce à un nouveau tarif protecteur, le chiffre énorme de 400,000 âmes.

Ces quelques raisons ne sont qu'au point de vue du Fisc, que l'on prétend intéressé à ne pas encourager l'industrie nationale; les raisons sont plus spécieuses s'il s'agit de traiter du tarif, non pas au point de vue égoïste du Fisc, mais au point de vue plus général de l'intérêt des producteurs et des consommateurs: c'est alors l'éternelle question de la protection et du libre-échange.

Le libre-échange avec les pays de l'Europe me paraît une chose si évidemment contraire à nos intérêts, que je ne crois vraiment pas qu'il put avoir un partisan sérieux, sans l'intérêt excessif que quelques-uns portent à la métropole, ou l'influence d'idées formées en Angleterre. Vouloir nous appliquer le libre-échange, parce que, avantageux à l'Angleterre, il doit l'être également ici, c'est ne pas tenir compte d'une foule de circonstances qui renversent complètement la question.

La grande raison du libre-échange est le bon marché des produits, qu'il fait naître en permettant la concurrence étrangère; cette raison est grave certainement, mais elle n'est pas déterminante, et il m'est permis de croire que l'école libre-échangiste de Manchester n'eût jamais existé, si on eut reconnu que le libre-échange avait pour effet, en produisant le bon marché, d'anéantir l'industrie anglaise; mais ici on paraît préférer se passer d'industrie et payer bon marché, comme si l'appréciation du prix d'un objet n'était pas en rapport de la quantité de travail qu'il faut vendre pour se le procurer et de la facilité de vendre son travail etc., etc.

Le libre-échange ne pouvait manquer d'être profitable à l'Angleterre dans les conditions où elle se trouvait, c'est même à mon avis l'acte le plus profond de sa politique. L'industrie anglaise avait atteint un haut degré de prospérité qui laissait loin derrière elle ses rivales du Continent; la main-d'œuvre était à très bon marché; l'Angleterre importait beaucoup de matière première pour la fabrication; le libre-échange, en diminuant les droits sur cette matière première, causait une diminution du prix des produits fabriqués, tout en laissant pour le moins autant de profits au fabricant, ce qui permettait à l'Angleterre de défier toute concurrence, et de placer ses produits dans tous les pays où une trop faible protection lui permettait de se glisser: de là de nouveaux progrès dans l'industrie anglaise; l'augmentation de la matière première importée désintéressait le Fisc qui y trouvait une compensation.

Pour l'ouvrier, la diminution des droits sur les objets de consommation, lui permettait d'acheter à meilleur marché, sans voir pour cela son salaire diminué, puisque le développement de l'industrie faisait augmenter la demande de main-d'œuvre. Le prix des produits diminuant, sans diminution de salaire et plutôt avec augmentation, l'ouvrier consommait plus, ce qui désintéressait encore le Fisc, puisque l'importation des produits de consommation augmentait.

Restait la classe agricole, c'est là que le libre-échange paraissait devoir subir son échec; l'introduction libre des blés, devait et en a de fait diminué le prix; le fermier anglais s'est vu réduit à modifier son système de culture; au lieu de blé, il a concentré son attention sur l'élevage du bétail; l'augmentation du bétail a produit une augmentation correspondante dans les engrais, qui ont permis d'améliorer davantage le sol et a provoqué en outre une augmentation de prairies artificielles; comme l'herbe épuise peu la terre, puisqu'elle prend une partie de sa nourriture de l'atmosphère par ses feuilles, ce qui n'a pas lieu pour les céréales, du moins lorsque le grain—l'épi—est en formation, il en est résulté que les prairies ont ajouté au sol plus qu'elles ne lui ont pris, de là une grande amélioration dans la richesse du sol, augmentation telle, que l'Angleterre produit plus de blé avec moitié moins d'espace, le rendement moyen du blé, qui était de 13 minots par acre vers 1840, s'élevant aujourd'hui à 28. C'est ainsi que par ce chemin détourné qui ne conduit aux céréales qu'après avoir passé par d'autres cultures, il s'est trouvé que le chemin indirect fut le meilleur.

Le résultat du libre-échange en Angleterre, pour la classe agricole, a donc été de ne produire aucune diminution dans le rendement total des céréales, malgré que l'espace y consacré fut moitié moindre. Cette diminution d'espace consacré aux céréales, a permis de tripler la quantité du bétail, tout en doublant sa valeur réelle par de meilleurs soins; de sorte que l'on peut dire que le libre-échange a triplé ou quadruplé les revenus du fermier anglais, amélioré le sort de l'ouvrier, et grandement stimulé l'industrie et le commerce.

A tous les points de vue le libre-échange a été très-avantageux à l'Angleterre; mais vouloir conclure *a pari* pour nous, serait bien peu se rendre compte de notre situation économique. Le haut prix de la main-d'œuvre en ce pays, ne nous permettrait pas, même avec la protection, de faire concurrencer les produits de notre industrie sur les marchés étrangers, si cette industrie existait; sans protection elle ne peut même naître; parce que nous ne pourrions même pas rivaliser avec l'industrie étrangère sur notre propre marché. Ce que nous pouvons espérer de la protection, c'est de nous donner la jouissance de notre marché, en compensant le bas prix de revient de l'industrie étrangère par des tarifs élevés.

Protégeons-nous, afin de pouvoir manufacturer pour nous-mêmes, pour notre propre marché. Nous ne pouvons avoir la prétention quant à présent, de manufacturer pour l'étranger, hormis peut-être les Etats-Unis.

Le libre-échange n'a aucune raison d'être, là où l'industrie n'est pas encore établie, et le prix de la main-d'œuvre élevé. Faisons en sorte d'abord que la population ouvrière, le cultivateur et ses enfants, puissent gagner de l'argent à proximité et sans interruption, nous songerons ensuite à leur faire payer le moins cher possible les objets qui leur sont nécessaires. A quoi leur servira de payer bon marché ce dont ils ont besoin, s'ils ne peuvent rien gagner pour le payer, ou si pour cela ils sont obligés de s'expatrier: à ce compte ces objets seraient plus chers; l'appréciation du prix de tout objet est relative au prix du travail, etc., etc.; si l'ouvrier en travaillant à meilleur marché, mais ayant continuellement de l'ouvrage payait moins cher, la différence serait moins sensible, mais le grand inconvénient est que le défaut d'industrie que nous donnerait la protection, prive l'ouvrier de gagner de l'argent sans interruption.

Dira-t-on en faveur du libre-échange qu'il est aussi favorable à notre industrie: ceci me paraîtrait étrange; il me paraîtrait étrange en effet, que notre industrie pût naître, prospérer et lutter, avec d'autres pays où ces objets peuvent être livrés à plus bas prix.

Notre politique, à mon avis, devrait être: protection pour tout objet manufacturé dont nous avons la matière première; exemption de droits, ou droits purement fiscaux, sur toute matière première étrangère qui pourrait être manufacturée avec avantage dans ce pays, et impôts bas pour tout objet importé devant être consommé sans être manufacturé, se conformant cependant aux besoins du Fisc sur ces derniers objets.

Loïn de diminuer les revenus de la Puissance, je crois qu'une semblable politique les augmenterait, sinon de suite, du moins plus tard; ce serait un prêt à gros intérêts.

L'effet immédiat de la protection ne serait pas de créer de suite des manufactures en grand nombre pour ces objets protégés, mais graduellement. Pendant ce temps, nous serions encore obligés de nous pourvoir à l'étranger, quoique en moindre quantité, l'augmentation des droits compenserait la diminution de l'importation. Il viendrait un temps sans doute, où la trop grande diminution d'importation, ne permettrait plus à l'élevation des droits de compenser cette trop grande diminution d'importation, mais alors nous aurions des manufactures, notre pays aurait progressé, et d'autres moyens se présenteraient, pour faire face à nos dépenses et compenser cette perte du revenu. Rendons d'abord le pays prospère par l'industrie et la protection, et la question des revenus se résoudra facilement.

Il est nécessaire pour la prospérité d'un pays que tous les emplois, occupations, industries, soient entremêlées pour satisfaire à tous les besoins pour fournir des acheteurs et des vendeurs, des producteurs et des consommateurs; que la classe industrielle soit mêlée à la classe agricole dans une proportion assez considérable, et tout pays qui n'est pas exactement dans cette situation, ne se trouve pas dans les meilleures conditions de progrès; mais le désavantage est plus sensible pour les pays exclusivement agricoles, que pour les pays exclusivement manufacturiers; car pour qu'un pays soit manufacturier, cela suppose nécessairement des débouchés, un marché pour ses produits, autrement l'industrie n'existerait pas; d'ailleurs un pays ne peut être uniquement manufacturier, lors même que le sol n'est pas de grande fertilité il peut toujours être cultivé, amélioré.

Il n'en est pas ainsi de l'agriculture, car un pays peut être exclusivement agricole. Les Etats de l'Ouest sont exclusivement agricoles, mais les inconvénients sont moins grands parce qu'une autre partie du pays est manufacturière, et l'industrie existant dans le même pays quoique à un autre endroit, l'échange devient assez facile. Cependant, l'inconvénient d'un pays uniquement agricole existe même pour les Etats de l'Ouest, que cette position oblige à ne cultiver que certains produits d'un transport facile; et comme les produits qui peuvent se transporter le mieux et à moins de frais sont les céréales, c'est-à-dire les plantes les plus épuisantes, il s'ensuit, que cet échange est ruineux pour les Etats de l'Ouest, et le serait bien davantage, si le sol ne possédait pas cette fertilité sans égale qu'il possède.

Que de cultures moins épuisantes et plus rémunératrices ne pourraient-elles pas être faites avec beaucoup plus d'avantages, si l'Ouest, au lieu d'être exclusivement agricole était en même temps un pays manufacturier? Mais cet état est une nécessité pour l'Ouest, une nécessité incontrôlable, qu'il lui faut subir, et qu'il ne subit que parce qu'il ne peut y remédier, parce qu'il ne peut remédier à l'absence de pouvoirs d'eau et à l'absence de bois. Ces vastes plaines ne fournissant que des rivières larges, peu profondes et lentes dans leur cours, sont impropres comme pouvoirs d'eau. Mais il n'en est pas ainsi de nous, nos pouvoirs d'eau sont les plus beaux du monde, nous avons en même temps le bois pour leur suppléer au besoin, nous avons des communications naturelles des plus faciles, nous avons en même temps un beau pays agricole, des minéraux de toute espèce, et avec tout cela nous restons bien en arrière de pays beaucoup moins favorisés que nous. Nous semblons nous rapprocher des colonies espagnoles, comme si notre climat nous énervait, comme si le sang qui coule dans nos veines n'était pas le sang français et anglo-saxon. Cependant, ceci n'est qu'apparent, car l'aptitude et le goût des affaires, l'esprit d'entreprises ne nous font pas défaut, ce qui nous a manqué c'est une politique conforme à nos intérêts, c'est une politique protectionniste.

En Canada, avec notre population dont les sept-huitièmes sont cultivateurs, où sont les consommateurs de ces produits agricoles, le huitième de la population qui appartient à l'industrie, au commerce, ne peut consommer qu'une faible partie de cette production, le marché des Etats-Unis nous est fermé, ou est très-précaire. Celui de l'Angleterre, vu la distance, ne peut nous convenir que pour peu de produits, et encore, que pour certains produits épuisants et peu rémunérateurs, et c'est avec cela en partie qu'il nous faut payer d'immenses importations pour satisfaire un luxe peu en rapport avec notre état de prospérité. Dans de semblables conditions, il est impossible que la production agricole puisse être aussi considérable qu'elle le serait si elle était stimulée par la consommation; il devient moins facile d'adopter un système de culture qui améliore le sol, ou lui conserve sa fertilité, il est impossible que l'agriculture, le commerce des campagnes et le commerce général, soient dans un état florissant, il ne peut rester en progrès que certains commerces spéciaux, tel que le commerce de bois, le commerce de gros, et peut-être aussi quelques petites industries particulières au pays, lesquels, cependant, auraient beaucoup à gagner dans le développement de l'industrie.

Il ne pourra y avoir de prospérité générale, sans une classe plus nombreuse de consommateurs, assez grande pour consommer tous les produits du cultivateur; la classe de consommateurs de produits manufacturés existe, plutôt que celle des produits de la ferme. Si le cultivateur ne trouve point de consommateurs pour ses produits, il produira moins, il négligera sa culture. L'Angleterre, avec une classe de consommateurs six ou sept fois supérieure, proportion gardée, trouve le moyen, en très-grande partie, de subvenir à cette consommation, le cultivateur est en quelque sorte forcé de produire. Qu'on se fasse une idée de ce que l'industrie a pu faire pour l'agriculture en Angleterre, par le fait qu'elle permet au simple fermier, de payer une taxe qui revient à \$5 par arpent, outre la rente du propriétaire qui est de cinq à dix fois plus élevée; un cultivateur canadien possédant 100 arpents de terre, aurait donc à payer \$500 pour s'acquitter d'une taxe semblable, la taxe doublerait le profit total d'un grand nombre de cultivateurs, on pourrait donc dire que l'industrie décuple la valeur du sol.

Il y a en Canada trop de travail employé dans l'agriculture pour ce qu'il y en a dans l'industrie. Pour que la production soit profitable, il faut que la consommation lui soit proportionnée. Dans un pays exclusivement agricole, la production pourra être abondante si le sol est fertile, mais elle se ralentira inévitablement, s'il n'y a pas d'industrie, parce qu'il manquera des consommateurs, des acheteurs. Le peu de produits qui pourront être transportés sur les marchés éloignés, ne pourront l'être d'une manière profitable, parce qu'il faudra déduire sur les profits, le prix du transport; et beaucoup de produits plus volumineux—bulky—qui pourraient être produits et vendus avec avantage sur un marché à proximité, ne pourront être cultivés au grand détriment du cultivateur.

La meilleure combinaison pour la prospérité générale, c'est de placer la manufacture à côté du cultivateur. Si la protection donne des manufactures, il est de légère importance pour le cultivateur de payer quelque peu plus cher pour les objets fabriqués dont il a besoin, s'il peut les payer avec moins de produits ou de travail.

Plus l'industrie sera rapprochée du cultivateur, plus il en profitera pour vendre avec avantage ses végétaux, ses fruits, etc.; il cultivera mieux sa terre, l'épuisera moins et réalisera des profits beaucoup plus grands, que lorsqu'il dépendait d'un marché éloigné, ou qu'il n'en avait pas du tout; il réalisera avec de tels marchés, cinq ou dix fois plus, sur un acre de terre cultivé en fruits ou en végétaux, qu'à présent, sur dix acres en grains.

De plus, celui qui aura du travail à vendre, le vendra d'autant plus cher, qu'on en aura plus besoin, et les manufactures ayant besoin de main-d'œuvre, élèveront le prix du travail. De même, le cultivateur vendra ses produits d'autant plus cher, qu'ils seront plus en demande et les manufactures ayant pour effet d'appeler l'immigration, et une partie de la main-d'œuvre dont le cultivateur peut disposer par ses enfants, le surcroît dans la demande des produits de la ferme, en élèvera le prix. Cela est tellement le cas, que le salaire a haussé en Canada depuis